

Beilage – Annexe

Vereinigte Bundesversammlung Assemblée fédérale (Chambres réunies)

Sonntag, 7. Mai 1995
Dimanche 7 mai 1995

16.00 h

*Vorsitz – Présidence: Frey Claude,
président du Conseil national*

Ausserordentliche Sitzung zum Gedenken an den 50. Jahrestag des Endes des Zweiten Weltkrieges

Séance extraordinaire destinée à commémorer le cinquantenaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale

Le président: Monsieur le Président de la Confédération, Madame et Messieurs les Conseillers fédéraux, Monsieur le Président du Conseil des Etats, Monsieur le Chancelier de la Confédération, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, Messieurs les anciens Présidents de la Confédération et anciens Conseillers fédéraux, Mesdames et Messieurs les anciens Présidents des Chambres fédérales, Monsieur le Président honoraire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Monsieur le Président du Comité international de la Croix-Rouge, Chers collègues, Mesdames et Messieurs,

Le 7 mai 1945, le Conseil fédéral recommandait aux cantons de se contenter de sonner les cloches et de célébrer des cultes religieux pour marquer la fin des hostilités en Europe. La gravité devait l'emporter sur la joie.

Hier, comme aujourd'hui, c'est un sentiment de gratitude et de respect qui doit nous animer. Hier, comme aujourd'hui, la dignité et la solidarité humaine doivent présider à cette cérémonie.

Dans cette salle, le 30 août 1939, Henri Guisan fut élu général par l'Assemblée fédérale. Il y prêta le serment qu'il a tenu avec un sens si aigu du devoir, de la fidélité et de l'intérêt supérieur du pays. C'est dans ce même hémicycle, le 20 juin 1945, qu'il déposa son mandat de commandant en chef de l'armée.

Entre ces deux dates, hors de nos frontières, il y eut le sacrifice de tous ceux auxquels le général de Gaulle s'adressait dans son discours du 15 mai 1945, prononcé une semaine après la capitulation du Reich: «Soldats tombés dans les déserts, les montagnes ou les plaines, marins noyés que bercent pour toujours les vagues de l'océan, aviateurs précipités du ciel pour être brisés sur la terre, combattants de la Résis-

tance tués aux maquis ou aux poteaux d'exécution, tous ceux qui par leurs actes, leur dévouement, leurs sacrifices, ont triomphé du désespoir et lutté pour leur patrie.»

C'est à ces hommes et à ces femmes, c'est aux pays qu'ils ont illustrés et qui sont ici représentés par leurs ambassadeurs que nous voulons présenter l'hommage de notre infinie reconnaissance. Celle-ci s'adresse aux Etats qui, dès le 3 septembre 1939, ont tiré leur épée pour défendre le droit, violé aux dépens de la malheureuse Pologne. Ces puissances, ce sont la France et le Royaume-Uni. Notre reconnaissance s'adresse aussi aux pays qui sont entrés en guerre par la suite, l'Union soviétique, les Etats-Unis d'Amérique et la Chine, qui ont payé un très lourd tribut à la victoire alliée. Nous n'oublions pas tous les autres Etats qui ont contribué à la liberté retrouvée, ni l'apport considérable des peuples d'outre-mer aux côtés des métropoles dont ils dépendaient avant de conquérir plus tard eux-mêmes leur droit à l'autodétermination.

Notre reconnaissance va aussi à ceux qui, dans les pays ayant déclenché la guerre, ont fait passer leur conscience d'homme et de femme libres devant l'obéissance aveugle à des Etats totalitaires et dominateurs.

Ce 8 mai 1945, l'humanité s'est remise à espérer.

Dans cet ouragan, qui devait emporter 50 millions d'êtres humains et qui a failli anéantir le peuple juif, notre pays a voulu et su défendre son indépendance. Mais, comme le relève le Conseil fédéral dans son message du 8 mai 1945 au peuple suisse: «... ce sort plus clément, nous le devons moins à nous-mêmes qu'à une volonté qui nous dépasse. C'est pourquoi, nous devons célébrer ce grand jour en toute modestie et avec dignité.»

Avec le recul d'un demi-siècle, nous devons redire ici notre gratitude à notre armée, mais aussi aux hommes et aux femmes qui ont su rester fidèles au poste ou suppléer à l'absence des mobilisés. A tous ceux qui ont fait leur devoir pour maintenir l'indépendance et la neutralité de notre pays, garantes de son existence même.

Pendant toutes ces années noires, les femmes ont su jouer un rôle déterminant. Souvent elles ont dû assumer le pouvoir économique alors qu'elles n'avaient pas le pouvoir politique. Il aura fallu attendre 14 ans après la fin du conflit pour que quelques cantons leur accordent les droits civiques et 26 ans pour que le suffrage féminin s'impose au plan fédéral. Mme Meier Josi, députée au Conseil des Etats, saura mieux que quiconque rendre le juste hommage qui revient à celles qui ont donné le meilleur d'elles-mêmes à leurs fils, à leurs maris, au pays.

Une des vertus dominantes de cette époque fut notre volonté d'unité nationale: entre les régions, entre l'armée et le peuple. Unité aussi dans la volonté irréductible de défendre l'indépendance du pays. Souvenons-nous de cette vertu dans les temps que nous connaissons.

Les erreurs du passé doivent être un enseignement pour l'avenir. N'oublions pas que ce sont le racisme et la xénophobie, l'intolérance et l'antisémitisme qui ont rendu possible l'enchaînement des événements tragiques. Et n'oublions pas qu'aucun pays n'est jamais épargné par le risque de la haine ou de l'indifférence à l'autre.

Le jugement des événements que nous commémorons aujourd'hui appartient à l'Histoire. Les circonstances étaient difficiles, l'environnement hostile, l'issue finale inconnue. L'équilibre entre la résistance et l'adaptation était, chez nous aussi, difficile à définir. Et il y a des choses qu'un homme politique ne sait pas bien dire et qu'un historien peut mieux discerner. Nous passerons tout à l'heure la parole à M. le professeur André Lasserre.

Sachons cependant qu'en cette enceinte parlementaire, des voix courageuses se sont élevées pour mettre la dignité de l'homme au premier plan. Ainsi, en septembre 1942, un de mes prédécesseurs à ce fauteuil présidentiel, Paul Graber, déclarait: «Il y a des choses qu'un être humain ne peut accepter. Il y a des choses que l'on ne peut pas tolérer et un homme, un être humain ne peut se refuser à intervenir lorsqu'il se trouve en présence des souffrances endurées par des réfugiés qui frappent à notre porte.» Au cours de ce

même débat, Albert Oeri, demandait: «Devons-nous exposer à la misère et à la mort des hommes qui implorent notre pitié parce qu'il pourrait nous arriver, à nous aussi, de connaître l'adversité?»

Fidèle à sa mission, le Comité International de la Croix-Rouge a été au service de l'homme, en étant présent sur les champs de bataille et sur les lieux d'internement. Plus modestement, mais tout aussi exemplaire, des femmes, telles que Regina Kägi-Fuchsmann et Gertrud Kurz, se sont mises au service des réfugiés.

Le courage, cette vertu des temps difficiles, a été illustré par des hommes et des femmes qui, ayant une haute idée de notre pays, n'ont pas hésité à écouter que leur conscience pour désobéir. Ils ont ainsi sauvé beaucoup de vies humaines, celles de juifs et d'autres réfugiés. Paul Grüninger, le consul Carl Lutz et tant d'autres anonymes, civils, militaires ou douaniers, ont été l'honneur de ce pays. L'Histoire leur doit une juste réhabilitation. L'Assemblée fédérale leur dédie, ici et maintenant, quelques instants de silence. (*L'assemblée observe un moment de silence*)

Les temps forts de l'Histoire suscitent parfois des visions prophétiques. Dans un éditorial daté du 7 mai 1945, Pierre Béguin écrivait: «La paix se fera en dehors de la Suisse, comme notre pays a réussi à se tenir à l'écart de la guerre. A plus ou moins longue échéance, on nous offrira une place dans la nouvelle société internationale et c'est à peine si nous pourrions contribuer à la définir. Cependant, la réconciliation des peuples européens avec eux-mêmes posera à notre pays d'autres problèmes encore, d'ordre interne eux-là. Tout au long de notre histoire, nous n'avons jamais échappé aux influences de l'extérieur, aux grands mouvements d'époque parce que nous ne pouvons pas nous abstraire de ce qui nous entoure.»

Un an plus tard, Winston Churchill lançait à Zurich son appel en vue de la création d'une nouvelle famille des peuples d'Europe. L'Europe unie devait être dotée d'une structure garantissant la paix, la sécurité et la liberté. L'Europe devait être autorité morale, culturelle et spirituelle. Elle ne se limiterait pas à sa seule partie occidentale. Les petits pays compteraient autant que les grandes nations et ils occuperaient le rang qui correspondrait à leur contribution à l'oeuvre commune.

Une fois de plus, souvenons-nous que, par sa géographie et par son histoire, la Suisse ne peut avoir qu'une option, et cette option est européenne. Aujourd'hui, dans ce débat, notre pays est habité par le doute et agité par des forces contraires. Rappelons-nous dès lors qu'il y a 50 ans, un des bonheurs internes de la Suisse, qui a contribué fortement à nous sauver du désastre, fut l'unité de notre attitude intellectuelle. Puisse cette vertu, aujourd'hui aussi, permettre à mon pays de poursuivre sa marche avec les autres peuples d'Europe, dans le respect de la diversité des nations.

La Confédération suisse, épargnée hier, plus solidaire que jamais aujourd'hui! (*Applaudissements*)

Villiger Kaspar, Bundespräsident: Unser Land blieb vom Zweiten Weltkrieg verschont. Das ist Grund zur Dankbarkeit. Andere Länder haben Europa befreit, haben die europäische Kultur gerettet, haben auch uns eine Zukunft in Freiheit ermöglicht. Das ist Grund zur Bescheidenheit. Unser Land hat in höchst bedrohter Lage zur Erhaltung seiner Unabhängigkeit, seiner Werte und seiner Unversehrtheit das Menschenmögliche geleistet. Das ist Grund zum Respekt vor der Leistung jener Generation. Auch unser Volk musste Opfer bringen, aber ungleich weniger als jene Völker, welche in den Krieg verwickelt wurden. Das ist Grund zur Zurückhaltung. Und auch die Schweiz hat nicht durchwegs so gehandelt, wie es ihren Idealen entsprochen hätte. Das ist Grund zur Nachdenklichkeit.

Dankbarkeit, Bescheidenheit, Respekt, Zurückhaltung, Nachdenklichkeit: Diese Werte sollen die heutige Gedenkfeier prägen. Es geht weder um falsche Glorifizierung noch um Selbstanklage, weder um Heldenkult noch um Schuldzuweisungen.

Wir wollen uns heute erinnern an diese Millionen, die als Sol-

daten fielen oder als unschuldige Zivilisten im Bombenhagel umkamen. Wir wollen uns erinnern an die Millionen Juden, Entrechteten, Behinderten und politisch Verfolgten, die von den Nationalsozialisten misshandelt und ermordet wurden. Es ist wichtig, dass wir niemals vergessen, was damals geschah, denn es gilt, Lehren zu ziehen.

Wir wollen heute, an diesem schönen Maientag, auch jener gedenken, die in diesen Stunden, in diesen Tagen, in diesen Monaten irgendwo auf dieser Welt ein ähnliches Schicksal erleiden.

La Svizzera fu minacciata per molteplici aspetti dalla Germania nazista. La concezione totalitaria dello stato si scontrava diametralmente con i nostri ideali democratici. L'ideologia razzista e il nazionalismo erano inconciliabili con i principi del nostro piccolo Stato multilinguistico e multiculturale. La grande potenza militare tedesca divenne una concreta minaccia militare. Nel contempo, la Svizzera divenne economicamente dipendente dalla Germania. Dopo la schiacciata vittoria tedesca in Europa occidentale e l'entrata in guerra dell'Italia, eravamo circondati da un unico belligerante.

Il nostro Paese sopravvisse economicamente, fu risparmiato dalla guerra, poté conservare la democrazia e lo stato di diritto, e la grande maggioranza della popolazione resistette alla disgregante ideologia nazionalsocialista. Tutto questo costituì e costituisce ancora oggi una grande prestazione del nostro popolo. Essa fu possibile grazie a una serie di misure di politica interna ed estera, diplomatiche, economiche e militari, nonché grazie a un abile e complesso equilibrio tra adeguamento e resistenza. Per l'incolumità del Paese, per esempio, la volontà di difesa dell'esercito era altrettanto importante quanto il «Piano Wahlen» per alimentare la popolazione.

In presenza dell'enorme pressione dall'esterno, emerse quell'impressionante coesione politica di forze borghesi e di sinistra, da cui ebbe origine una nuova cultura d'intesa politica – la democrazia del consenso, che ancor oggi svolge un importante ruolo d'integrazione.

Completamente circondata, la Svizzera dovette naturalmente fare anche concessioni. 50 anni dopo, sapendo come si sono svolti gli avvenimenti storici, si potrebbe criticarla. Ma molti critici non hanno saputo dare una risposta a come la Svizzera avrebbe potuto sopravvivere agendo diversamente. Non voglio però sorvolare sui capitoli ingloriosi della nostra storia di allora. Ricordo quegli Ebrei che, respinti alla frontiera svizzera, andavano incontro a una morte certa.

Mi chiedo se la barca era veramente piena e se da parte nostra si fece veramente tutto quello che era umanamente possibile fare a favore dei perseguitati e di coloro che erano stati privati dei loro diritti.

Non ho alcun dubbio che con la nostra politica troppo cauta verso gli Ebrei perseguitati ci siamo fatti carico di determinate colpe. Penso per esempio al timbro obbligatorio sui passaporti degli Ebrei.

Davanti a coloro che patirono sofferenza e carcere per causa nostra o che addirittura morirono, possiamo solo inchinarci in silenzio.

Ma non vogliamo neppure dimenticare due fatti storici. Da un lato la Svizzera contribuì pure a salvare parecchie vite umane. Per periodi brevi o più lunghi, essa diede rifugio a circa 300 000 stranieri bisognosi di protezione.

D'altro lato vi furono molte svizzere e molti svizzeri che contribuirono a salvare migliaia di perseguitati, assumendosene personalmente le conseguenze.

Possiamo essere contenti e grati che nel nostro Paese vi siano state tali coraggiose persone. Oggi possiamo tributare quel riconoscimento morale che è loro dovuto.

L'esperienza storica mostra che pace, libertà, stabilità e sicurezza durature sono possibili unicamente laddove regnano democrazia, giustizia sociale, rispetto dei diritti umani e benessere economico. Sono valori, questi, per i quali anche la Svizzera si impegna. Anche noi siamo chiamati a collaborare con solidarietà affinché questi valori possano essere realizzati in Europa e nel mondo. Questi valori sono pure stati la culla dell'integrazione europea, la quale ha contribuito in modo determinante a superare l'ostilità storica tra Paesi nostri vicini.

Ma non dobbiamo neppure chiudere gli occhi di fronte al fatto che deviazioni ideologiche, razziste e anche egemoniche non potranno mai essere definitivamente sradicate. Contro di esse occorre sempre reagire con coraggio e fermezza.

Der Aufstieg und die Machtentfaltung des Nationalsozialismus in Deutschland sind letztlich rational nicht begreifbar. Noch immer erfasst uns das Grauen darüber, zu was Menschen unter besonderen Umständen fähig sind. Im wirtschaftlich und politisch zerrütteten Deutschland, das sich nach «Versailles» auch gedemütigt fühlte, fand eine rassistische Führer- und Machtideologie einen fruchtbaren Nährboden – eine Ideologie, welche Wohlstand, Macht und Selbstbewusstsein versprach und welche mit ungeheuerlichen Rassismustheorien erst noch die Sündenböcke für alles Ungemach bezeichnete.

Die Anfangsleistungen des neuen Machtstaates beeindruckten und blendeten die Massen. Die Arbeitslosigkeit verschwand, Ruhe und Ordnung wurden erzwungen. Nach Kriegsbeginn wurde Land um Land von einer hochmodernen Militärmaschinerie unterworfen. Aber die Menschheit hatte dafür einen grauenhaften Preis zu entrichten.

Niemand, weder in Deutschland selber noch später in der internationalen Politik, trat den schrecklichen Entwicklungen früh genug und mit dem nötigen Nachdruck entgegen. Als dann aber unausweichlich wurde, dass man Hitler mit dem Einsatz aller Kräfte entgegenzutreten musste, leisteten die Alliierten einen mehrjährigen Kraftakt zur Zerschlagung des Diktators. Es war ein totaler Einsatz für Humanität, Freiheit, Demokratie und Kultur. Wir haben dafür zu danken.

Die Schweiz wurde durch die Achsenmächte in mehrfacher Hinsicht bedroht. Der totalitäre Staatsgedanke widersprach diametral unseren demokratischen und humanitären Idealen. Rassenideologie und Volkstumsgedanke waren mit der Grundidee unseres mehrsprachigen und multikulturellen Kleinstaates unvereinbar. Die gewaltige Militärmacht wurde zur direkten und zeitweise sehr konkreten militärischen Bedrohung. Gleichzeitig wurde die Schweiz wirtschaftlich von Deutschland abhängig. Nach dem Sieg Deutschlands im Westen und dem Kriegseintritt Italiens waren wir von einer einzigen Kriegspartei eingeschlossen. Deutschland wurde zur Hegemonialmacht in Europa. Alle unsere aussenwirtschaftlichen Verbindungen liefen durch ein scharf kontrolliertes Gebiet. Das Überleben des Kleinstaates Schweiz war nur möglich durch eine punktuelle Zusammenarbeit mit dem potentiellen Feind und durch umsichtiges, manchmal wohl etwas zu umsichtiges Vermeiden von Provokationen.

Die Ziele der schweizerischen Politik in diesen Jahren lagen auf der Hand: wirtschaftliches Überleben, Verschontwerden von Krieg durch bewaffnete Neutralität, Bewahrung von Demokratie und Rechtsstaat, Resistenz gegen die zersetzende Ideologie. Gemessen an diesen Zielen war die Politik beispielsweise erfolgreich. Mit der Anbauschlacht wurde die Ernährung der Bevölkerung gesichert. Die schwierigen Verhandlungen mit dem übermächtigen Nachbarn wurden so hart wie möglich geführt und ermöglichten lebensnotwendige Einfuhren. Die Neutralität konnte trotz unvermeidbaren zeitweiligen Abstrichen einigermaßen durchgehalten werden.

Deutschland hatte Respekt vor unserem befestigten Gelände, in welchem sich eine verteidigungswillige Armee unter General Guisan zum Abwehrkampf bereithielt. Auf die Verteidigung schlecht vorbereitete neutrale Länder, wie etwa Dänemark und Norwegen, wurden gadenlos überfallen, obwohl sie strategisch für Deutschland nicht von erstrangiger Bedeutung waren. Für einen Angriff auf die Schweiz hingegen wären der Eintritts- und Präsenzpreis hoch gewesen. Die Annahme, auch eine Schweiz ohne glaubwürdige Armee wäre verschont geblieben, ist naiv. Unsere Verteidigungsbereitschaft war eine notwendige, aber wohl nicht hinreichende Bedingung.

Das Überleben der Schweiz wurde also möglich durch eine Vielzahl von militärischen und nichtmilitärischen Massnahmen, durch ein innen-, aussen-, wirtschafts- und militärpolitisches Abwehrdispositiv, durch eine komplexe Mischung von Anpassung und Widerstand.

Das Überleben der Schweiz hatte eine über das Land hin-

ausweisende Bedeutung. Unsere Demokratie blieb ein unangenehmer «Stachel» im unterworfenen Europa, der letzte Stützpunkt – sozusagen – politischer Freiheit. Die Schweiz wurde durch ihre sogenannte Schutzmachtätigkeit so etwas wie eine Weltagentur zur Interessenwahrung von mehr als 40 Staaten. Es war dies eine einzigartige Leistung im Dienste der Völkergemeinschaft.

Die grosse Mehrheit des Volkes erwies sich als politisch immun gegen die Verlockungen der neuen Ideologie. Mit jedem Schock, den Hitler verursachte, rückte das Volk noch enger zusammen. Die geistig-moralische Widerstandsfähigkeit der eingeschlossenen Schweiz gegen totalitäre Versuchungen im eigenen Land war und ist eine grossartige kollektive Leistung unseres Volkes. Sie wird durch eine frönlirische Minderheit, die anders dachte, nicht in Frage gestellt. Unter dem damaligen Druck entstand jene eindrückliche politische Gemeinschaftsleistung bürgerlicher und linker Kräfte, aus der heraus eine neue Kultur der politischen Verständigung erwuchs. Es ist die Konkordanz, welche noch heute trotz Anfechtungen eine wichtige integrierende Wirkung entfaltet.

Natürlich machte die Schweiz Konzessionen. Wie anders hätte sie überleben sollen? Bis etwa 1940 lieferte die Schweiz Kriegsmaterial fast ausschliesslich an England und Frankreich. Nach den Siegen Hitlers musste Deutschland mit Kriegsmaterial beliefert werden. Bekannt ist auch, dass die Schweiz Deutschland im Laufe des Krieges hohe Kredite zu gewähren hatte. Weniger bekannt ist, dass den Alliierten Kredite in ähnlicher Höhe gewährt worden sind.

Es ging ja darum, den Zugang zu Beschaffungs- und Absatzmärkten zu erhalten, ohne eine Kriegspartei einseitig zu bevorzugen oder zu benachteiligen. Ohne Konzessionen gegenüber den Achsenmächten war das schlicht nicht möglich. Das gilt unabhängig davon, ob jede einzelne Konzession wirklich «nötig» gewesen wäre. Die Sorge unserer Wirtschaftsdiplomatie war stets nur die Sicherstellung der Versorgung, nie die geldgierige Kollaboration.

Im Innern wurden aufgrund des äusseren Drucks Einschränkungen erlassen: Obwohl die Meinungsfreiheit nach wie vor ein Pfeiler unseres Demokratieverständnisses blieb, versuchte man mit einer Pressezensur, die Medien zu domestizieren, um Deutschland nicht zu reizen. Dass die Schweizer Presse trotzdem kein Blatt vor den Mund nahm, gereicht ihr zur Ehre.

Man mag diese Konzessionen kritisieren, aber man möge sich dabei vor Augen halten, dass eine existentielle Bedrohung und eine dauernde Unsicherheit über das künftige Schicksal das Bewusstsein jener Zeit prägten. Und auch die Kritiker müssen die Antwort auf die Frage letztlich schuldig bleiben, ob und wie die Schweiz auf andere Art hätte überleben können.

Wer 50 Jahre später, nachdem er den Verlauf der Geschichte kennt, das Handeln der damals Verantwortlichen kritisch bewertet, muss sich vor Besserwisserei, Selbstgerechtigkeit und Überheblichkeit hüten. Glorifizierung ist nicht am Platz. Aber Verdammung aus sicherer Warte ist ebenso unangebracht.

Trotz allem Verständnis für die schwierigen Umstände dürfen wir die Augen vor der Tatsache nicht verschliessen, dass auch die Schweiz Schuld auf sich geladen hat. Man mag sich die Frage stellen, ob man nicht da und dort etwas gar beflissen dem schrecklichen Nachbarn wohlgefällig sein wollte.

Niemand weiss heute aber, wie er selber gehandelt hätte, wenn er damit rechnen musste, dass sein Handeln die Schweiz in den Untergang hätte treiben können. Der Grat zwischen Staatsräson und Hochhalten der eigenen Werte war oftmals schmal. Niemand weiss auch, wie die Geschichte verlaufen wäre, wenn anders gehandelt worden wäre. Es gab das Grossartige, das Mutige, das Eindrückliche so gut wie das Kleinmütige, das Hartherzige, das Anpasserische, und es gab sehr viel dazwischen. Das alles dürfen wir aus dem Geschichtsbild nicht verdrängen. Aber insgesamt überwog ganz entschieden die positive Leistung einer Generation, der wir zu Dank verpflichtet sind.

Ich will aber nicht verhehlen, dass es einen Bereich gab, der sich aus heutiger Sicht der Rechtfertigung durch irgendwel-

che «äusseren Umstände» entzieht. Es geht um jene vielen Juden, denen durch die Zurückweisung an der Schweizer Grenze der sichere Tod wartete. War das Boot wirklich voll? Hätte der Schweiz der Untergang gedroht, wenn sie sich deutlich stärker für Verfolgte geöffnet hätte, als sie dies getan hat? Haben auch bei dieser Frage antisemitische Gefühle in unserem Land mitgespielt? Haben wir den Verfolgten und Entrechteten gegenüber immer das Menschenmögliche getan? Es steht für mich ausser Zweifel, dass wir gerade mit dieser Politik gegenüber den verfolgten Juden diese Schuld auf uns geladen haben. Die Angst vor Deutschland, die Furcht vor Überfremdung durch Mass Immigration und die Sorge um politischen Auftrieb für einen auch hierzulande existierenden Antisemitismus wogen manchmal stärker als unsere Asyltradition, als unsere humanitären Ideale. Schwierige Zielkonflikte wurden auch überängstlich zu Lasten der Humanität gelöst. Mit der Einführung des sogenannten Judenstempels kam Deutschland einem Anliegen der Schweiz entgegen. Dieser Stempel wurde im Oktober 1938 von der Schweiz gebilligt. Wir haben damals im allzueng verstandenen Landesinteresse eine falsche Wahl getroffen.

Der Bundesrat bedauert das zutiefst. Er entschuldigt sich dafür im Wissen darum, dass solches Versagen letztlich unentschuldigbar ist.

Wohl alle, die damals Verantwortung für unser Land trugen, richteten ihr Handeln nur – und nur – nach dem Wohl des Landes aus, wie sie es empfanden und sahen. Sie heute an den Pranger zu stellen wäre ungerecht, wäre wohl auch selbstgerecht. Wir wollen uns deshalb nicht zum Richter aufschwingen. Wir können uns nur still verneigen vor jenen, die unserer wegen Leid und Gefangenschaft erlitten oder gar den Tod fanden, können uns auch verneigen vor ihren Angehörigen und Nachkommen.

Ich weiss, dass man das alles nicht einfach mit positiven Leistungen verrechnen oder saldieren kann. Wenn ich trotzdem erwähne, dass die Schweiz für kürzere oder längere Zeit annähernd 300 000 schutzsuchende Ausländer beherbergte, also auch Leben in grosser Zahl retten half, so ist das ganz einfach auch Teil der geschichtlichen Wahrheit.

Deshalb will ich auch nicht unterschlagen, dass es viele Schweizerinnen und Schweizer gab, die unter bewusster Inkaufnahme persönlicher Konsequenzen Tausende von jüdischen Flüchtlingen retten halfen. Einige von ihnen wurden dafür sogar bestraft; Namen wurden vorhin genannt. Sie orientierten sich an ethischen Werten, die später Grundlage des internationalen und des schweizerischen Rechts im Asylbereich geworden sind. Wir können Jahre danach Urteile, die aus heutiger Sicht unverständlich scheinen, nicht mehr korrigieren. Aber wir können den Betroffenen jene moralische Anerkennung verschaffen, die ihnen gebührt. Wir können froh und dankbar sein, dass es solch mutige Menschen damals gegeben hat.

L'histoire ne se répète pas. C'est pourquoi il peut sembler inadéquat de vouloir tirer des enseignements d'un contexte historique particulier. Laissez-moi toutefois tenter cette expérience!

L'ordre bipolaire qui a succédé à la guerre a scindé le monde. Des parties de l'Europe et de l'Asie ont été placées sous le joug d'une hégémonie dictatoriale. Les libérateurs se firent oppresseurs. Une idéologie agressive causa à nouveau des souffrances atroces dans une partie du monde. La voie choisie n'était pas la bonne. Même si le communisme soviétique, heureusement, s'effondra pitoyablement, les retombées de sa chute vont placer le monde devant d'importants problèmes, pour longtemps encore.

L'espoir issu du conflit reposait sur une autre voie, à savoir celle de la collaboration internationale et de l'intégration européenne. Cette dernière n'était pas basée sur une idée uniquement économique, mais avant tout sur une vision politique, celle de garantir la paix et la sécurité. En rapprochant, sur le double plan économique et politique, les peuples ennemis d'alors, on espérait, une fois pour toutes, empêcher que se répète pareil malheur.

Aujourd'hui, cinquante ans s'étant écoulés, il y a lieu de constater que pareille thèse fut un succès sans pareil non

seulement pour les Etats directement concernés qui accédèrent à la paix, à la liberté, à la démocratie et au bien-être, mais aussi pour la stabilité du continent entier. Nul n'ose penser à quoi auraient pu conduire les désordres que connaissent actuellement les Balkans si les grands pays d'Europe étaient restés des puissances nationales au sens où on l'entendait alors. Les enseignements que l'on tire de l'intégration européenne montrent que démocratie, bien-être, justice sociale et respect des droits de l'homme sont des garanties de paix et de stabilité d'une part, et qu'ils immunisent les peuples contre les manipulations idéologiques d'autre part.

Des efforts importants sont encore nécessaires pour nous imprégner de ces valeurs. Ces efforts ne seront pas toujours couronnés de succès. Mais c'est une réalité insupportable, qu'aujourd'hui encore quantité d'êtres humains meurent dans de nombreux conflits, qu'aujourd'hui encore, quotidiennement, des êtres humains sont maltraités et assassinés – cette réalité justifie qu'il n'y ait pas d'alternative à ces efforts. Notre pays, lui aussi, a le devoir de contribuer à mettre en oeuvre ces valeurs. Nous sommes même prédestinés. Par sa volonté, notre pays sait s'inspirer des valeurs comme la démocratie, le respect des minorités et l'intégration de sa population à la responsabilité politique. C'est à travers ces valeurs qu'il a la conscience d'exister. Quelle que soit l'attitude que nous adopterons au plan politique à l'égard de l'Union européenne ou de l'ONU, une chose est sûre: le fait d'avoir été épargnés par le conflit nous place devant l'obligation morale d'agir pour que ce qui s'est passé au cours de la Seconde Guerre mondiale ne puisse plus jamais se reproduire. Nous sommes aussi amenés à agir, d'une part, pour une solidarité avec l'Europe et le monde et, d'autre part, dans notre propre intérêt national.

Un autre élément vient encore s'ajouter aux enseignements que nous fournit ce siècle: on contribue à la stabilité en maintenant l'ordre chez soi, sans tomber à la charge de qui que ce soit. A quoi il convient d'ajouter une préparation militaire adéquate. La paix et la stabilité ne sont pas simplement des biens qui nous sont donnés, mais en substance un patrimoine dont il faut prendre soin et qu'il faut sauvegarder. Cela ne va pas sans efforts de notre part.

L'histoire nous montre en outre que toute politique dénaturée par des critères raciaux ou idéologiques doit être combattue à sa source, avec courage et détermination. Celui qui ignore pareille évolution et qui adopte un comportement passif, engendre l'injustice et provoque la catastrophe. Garder cet avertissement à l'esprit en permanence, voilà l'engagement auquel nous invite la commémoration d'aujourd'hui.

Encore un dernier mot: Weimar a montré que même la démocratie n'est nullement acquise si le consensus qui régit les valeurs fondamentales de notre société s'éteint. Une démocratie nécessite une attention permanente et méticuleuse, le dialogue au lieu d'une animosité haineuse, l'ouverture vers le bien-être communautaire au lieu d'un retranchement égoïste derrière des intérêts purement personnels. La démocratie ne peut fonctionner que si les institutions voulues et reconnues par le peuple sont respectées.

Zum Schluss möchte ich danken:

Zuerst haben wir jenen Menschen und Völkern zu danken, die für den Frieden gekämpft haben und mit ihrem Leben für ein freies und demokratisches Europa eingestanden sind.

Und zweitens müssen wir jenen Frauen und Männern danken, die in unserem Land, in Zivil oder in Uniform, am Arbeitsplatz, in der Familie oder an der Grenze, in schwieriger Zeit viel für unser Land und seine Zukunft geleistet haben. In einer Zeit der grössten Gefahr wurden sie zusammengeschweisst, durch den Willen zur Gemeinschaft. Auch das sollte uns heute in einer ganz anderen Zeit mit ganz anderen Problemen Vorbild bleiben. *(Beifall)*

Lasserre André, professeur honoraire à l'Université de Lausanne: Il est naturel que le retour à la paix en 1945 soit rappelé avec solennité dans les pays qui ont souffert de la guerre et de l'occupation, d'autant plus qu'ils ont tous coopéré par leur résistance au maintien de leur honneur national et à leur libération. La Suisse, elle, n'a guère connu que des

menaces. Elle ne peut donc pas célébrer cet événement dans le même esprit, mais son sort est indissociable de celui du continent: en tant qu'Européens, nous devons rappeler les sacrifices consentis par d'autres pour recouvrer leur indépendance. Nous en avons largement profité et nous leur devons notre reconnaissance.

En tant que Suisses, il faut se demander si l'Etat et la population ont visé seulement à préserver l'indépendance nationale ou encore à sauvegarder et promouvoir des valeurs qui sont particulièrement menacées par toute guerre. Pour d'aucuns, la défense de ces valeurs justifierait seule l'existence du pays. La neutralité armée a permis de survivre. La neutralité tout court exigeait moralement davantage. C'est ce que suggère un ouvrage de Denis de Rougemont achevé en mars 1940 et intitulé «Mission ou démission de la Suisse». Sans m'attacher à son contenu, j'aimerais m'inspirer de ce titre qui pose le problème de la commémoration du 8 mai 1945. Lorsqu'on commémore, on ne s'intéresse pas tant au passé tel qu'il fut, on projette surtout sur lui les options et les concepts de son propre temps. Nous sommes donc tentés de mesurer les réactions de nos prédécesseurs à l'aune de critères inappropriés à la mentalité de leur temps. Il importe plutôt de comprendre; comprendre les hommes d'une époque qui ne pouvaient pas obéir entièrement aux mêmes priorités que nous, ni surtout faire abstraction d'un environnement qui, de 1933 à 1945, fut autrement redoutable que celui d'aujourd'hui.

La première valeur à défendre serait à nos yeux actuellement la démocratie. En 1939, elle était alors largement dévalorisée parce qu'elle n'avait connu que des échecs dans les années précédant la guerre. Les pays occidentaux ni la Société des Nations n'avaient résisté efficacement aux dictatures dont les victoires s'étaient multipliées en Europe centrale ou en Espagne; elle s'était incarnée dans le Front populaire en France où maint Suisse croyait voir l'avènement programmé du bolchevisme. Enfin, la démocratie n'avait pas maîtrisé un chômage déstabilisant.

Devant les tempêtes qui s'annonçaient, le pays et son gouvernement cherchaient des garanties plus solides que la démocratie pour renforcer la volonté de défense. Rassemblant les courants civiques du temps, c'était le but d'un message aux Chambres de 1938 dû au conseiller fédéral Philippe Etter. C'est l'esprit de ce message qui va animer le patriotisme de guerre. Les valeurs qu'il veut assurer ne sont pas axées sur l'avenir, mais s'ancrent sur «les fondements spirituels de la Confédération». Ce sont avant tout, aux yeux de Philippe Etter, la diversité des cultures et la solidité des traditions. La Suisse n'est pas fondée sur une race, mais sur une volonté. La démocratie n'est certes pas oubliée dans l'énumération des caractéristiques nationales dans le message, mais elle ne s'établit pas sur les «immortels principes» de 1789: elle est déterminée par l'idée fédéraliste que la Suisse avait la mission de promouvoir – ce terme de «mission» apparaît dans le message. Ce qui comptait, c'était de construire sur les constantes de la suissité.

On soulignera au passage la volonté du Conseil fédéral de ne pas isoler la Suisse puisque celle-ci se situait au carrefour des grandes cultures européennes. Le message débouchait sur la création de la Fondation Pro Helvetia. Mais les événements et les hommes ont conduit à retenir surtout l'appel à un repli sur les traditions nationales. Le terme de «défense spirituelle» qu'il valorise n'incite pas à l'expansionnisme culturel, il annonce plutôt la stratégie du Réduit national. Il évoque aussi le Gothard, sommet du grand mythe alpestre régnant alors dans les esprits: dans le tumulte des accidents, le granit des remparts naturels garantit l'essence, l'immanence de la patrie et protège ses vertus. C'est cela qui fonde alors le «Sonderfall Schweiz». Le temps et l'espace, l'histoire et les Alpes assurent des racines indestructibles à la communauté nationale, à l'heure où s'effondrent les certitudes, où s'écroulent les systèmes politiques. Cette vision relègue au second plan la mission de la Suisse dans un continent bientôt labouré par la guerre.

Durant la première phase de la guerre qui vit jusqu'en 1942 le triomphe des armées allemandes, ce concept défensif s'avéra efficace: la guerre psychologique nazie, menée di-

rectement contre les Suisses, visait à désarmer à l'avance les volontés de résistance, à paralyser les réflexes de défense. Il s'agit bien là d'un acte de guerre, et c'est le seul qu'eut heureusement à mener le pays. Autorités et population ont su faire face et n'ont pas fléchi, en tout cas pas sur l'essentiel. Un seul exemple: en juillet 1940, la Légation d'Allemagne réclama le licenciement de plusieurs rédacteurs en chef de journaux suisses qui manquaient de la servilité requise outre-Rhin. Ces exigences furent repoussées.

Pour prévenir des tensions avec les Etats belligérants, une censure de la presse fut toutefois jugée nécessaire. En règle générale, les médias ne devaient pas publier de nouvelles propres à semer l'inquiétude dans la population ni mettre la neutralité en danger par des propos désagréables à l'endroit des chefs d'Etat étrangers. La marge d'arbitraire administratif restait large. Certains journaux religieux ou socialistes par exemple n'ont pas voulu céder et l'ont payé cher. Ces principes permettaient en tout cas de se ranger discrètement à des interventions extérieures. Pis encore, des consignes de silence remises aux journaux permettaient de prévenir ces pressions étrangères. Pour l'autorité, en fin de compte, mieux valait en découdre avec les représentants de la presse ulcérés par les contraintes qu'avec les réquisitoires des Légations allemande ou italienne.

Le contrôle de la presse était probablement indispensable, il ne constitue pas une page glorieuse. Il faut souligner toutefois que jamais on ne créa de propagande officielle. On hésite en effet à qualifier ainsi l'action d'«Armée et Foyer» qui contribua cependant largement à entretenir l'union sacrée et l'esprit de résistance, mais en utilisant des méthodes totalement étrangères à l'endoctrinement massif des officines spécialisées d'autres Etats.

La critique actuelle la plus troublante pour l'honneur national, c'est la collaboration économique et financière avec l'Allemagne. Pour beaucoup aujourd'hui, à elle seule, cette collaboration devrait empêcher notre génération de commémorer la période de la guerre.

Pour éviter trop de détails techniques précisons seulement que les exportations suisses vers l'Allemagne ont plus que décuplé pendant le conflit; plus de la moitié de ces exportations servit à des besoins militaires. Bien plus, le Reich ne pouvait pas équilibrer ces achats par des ventes dans le cadre des accords de clearing. Les Allemands exigeaient des avances, soit des prêts que la Confédération accordait aux entreprises exportatrices. Berne devait céder à de fortes pressions qu'elle ne pouvait pas toujours écarter, malgré la ténacité de ses négociateurs. On peut certes mettre en balance les exportations suisses dans les pays alliés, qui rétablissaient tant bien que mal la neutralité, c'est-à-dire ici un équilibre relatif entre les ventes à chacun des adversaires; mais le fait reste: la Suisse a favorisé l'armée allemande par les matériels fournis et le financement de son effort de guerre.

En regard, l'objectivité exige le rappel de certains faits: d'abord la Confédération était entièrement entourée par les puissances de l'Axe depuis l'automne 1942 où l'occupation de la France de Vichy avait fermé la dernière fenêtre vers les Etats du monde libre. Depuis 1940 déjà, notre industrie dépendait très largement des matières premières et du charbon fournis ou contrôlés par l'Allemagne: ils étaient indispensables à notre économie. Refuser les exigences allemandes aurait entraîné la fin de ces importations. Le dilemme pour la Suisse était donc la paralysie des industries et le chômage ou la contribution à l'effort de guerre. Ou pire encore: la collaboration ou l'invasion.

Pour beaucoup de nos contemporains, l'or sale confié à la Banque nationale par l'Allemagne favorisa un enrichissement encore plus scandaleux parce qu'injustifiable pour des motifs de sécurité. Il est vrai que cet or a occupé une place croissante dans les coffres de notre institut d'émission qui apparaît ainsi complice des exactions commises dans l'Europe occupée. La réalité était plus complexe et n'échappait pas non plus aux exigences de la survie du pays. Les échanges internationaux ont besoin de financement dans des devises acceptées sur tous les marchés mondiaux. Ces devi-

ses, les belligérants ne pouvaient les trouver que dans un pays neutre, hors de la sphère allemande ou alliée, en un mot, dans un pays indépendant. Or le franc suisse restait à peu près la seule monnaie solide et convertible. Il était donc très recherché, tant par le Reich que par d'autres Etats. Sollicitée de tous côtés, la Banque nationale devait bien acheter du métal précieux pour couvrir ses billets. L'Allemagne procura ainsi des montants en or pour environ 1,2 milliard de francs suisses de 1940 au printemps 1945 pour des besoins qu'elle estimait absolument indispensables à sa guerre. Ce métal provenait en partie de stocks dérobés qu'elle avait pré-blanchis en gravant son propre sceau sur les lingots. Tous les responsables de la Banque nationale n'étaient probablement pas dupes de la manoeuvre, même si celle-ci n'entraînait pas dans le code des instituts d'émission. L'or, sale ou propre, fourni en échange de francs suisses, apparaît donc comme un atout maître dans la défense du pays au sens large. A part son armée, la Suisse n'avait guère d'autres cartes à jouer.

Du côté des ennemis de l'Allemagne, des mécanismes similaires étaient en jeu, sauf que les Alliés bloquaient l'or donné en paiement. La Suisse devait donc avancer les francs aux exportateurs sur ce gage métallique indisponible.

Les francs suisses fournis aux Alliés ont aussi favorisé leur effort de guerre en finançant leurs services de renseignements, leurs achats de matériel militaire ou stratégique en Suisse même, ou en payant la Confédération pour ses services de puissance protectrice. Au total, les prestations financières en faveur des Alliés sont du même ordre de grandeur que celles qui ont été accordées aux Allemands.

En aucun cas du reste, il ne s'agissait pour la Banque nationale de faire des bénéfices en profitant de la situation. Elle devait maintenir la parité monétaire et empêcher l'inflation dans le cadre que lui avait fixé la loi. Loi que l'on aurait pu modifier sans doute, mais au prix de quelles conséquences? La neutralité a permis d'échapper au conflit armé et aux ruines qu'il aurait entraînées. Elle n'isolait pas la Suisse au point de lui permettre de se placer au-dessus des contingences du moment, l'éthique dût-elle en souffrir. Le droit international interdit à l'Etat neutre d'avantager une des parties impliquées dans une guerre. Il n'impose pas qu'il respecte des principes moraux particuliers ni qu'il sorte de circuits économiques qui, de près ou de loin, touchent nécessairement au secteur militaire.

Outre la Banque nationale, il y a évidemment l'économie privée et les banques. Les mesures prises contre l'abri qu'elles pouvaient assurer aux capitaux volés n'ont pas été très rigoureuses ni efficaces avant 1944 ou 1945. Dans leur cas, la raison d'Etat ne justifiait pas ce laxisme.

A côté des exigences parfois immorales de la survie, l'éthique et les traditions exigeaient que les Suisses manifestent leur solidarité envers les peuples atteints par la guerre.

Au niveau de l'Etat, il faut mentionner le rôle de puissance protectrice accepté au travers de 219 mandats. Grâce à cela, des prisonniers de guerre, des citoyens de pays belligérants purent être défendus devant les autorités, parfois rapatriés; il en allait de même d'intérêts de toutes sortes qu'aucune ambassade nationale ne pouvait plus sauvegarder. La Suisse a correctement toujours cherché à étendre au maximum cette protection en y incluant par exemple les pays occupés, ce qui n'allait pas de soi. Elle échoua du reste parfois totalement, comme dans les territoires sous contrôle du Japon. Si la Suisse fut requise d'assumer de tels mandats plus souvent que d'autres pays neutres, cela tient à la confiance qu'elle suscitait et au caractère permanent d'une neutralité qui n'était pas simplement le fruit de circonstances temporaires. A cela se joignait évidemment l'activité du Comité international de la Croix-Rouge. Nombre de ses tâches requéraient l'appui de l'administration fédérale.

Au niveau privé, des organes divers ou la Croix-Rouge suisse accomplirent aussi toutes sortes d'actions de secours aux populations civiles. Distribution de vivres, assistance médicale, homes d'enfants ou autres témoignent de cette volonté de donner un contenu à cette mission de solidarité résultant de la neutralité. Je citerai ici à titre d'exemple le Don

suisse aux victimes de la guerre créé en 1944 qui apporta des secours urgents dans les pays limitrophes principalement. La grande collecte de 1945 qui permit ces activités rapporta 45 millions de francs de l'époque, soit 0,5 pour cent du revenu national.

Le droit d'asile, puisqu'il faut bien y arriver, qui émeut tellement l'opinion aujourd'hui a mis aussi en jeu dans la population le sens de la solidarité humaine. C'est par millions que l'on comptait les Juifs persécutés et promis au génocide dès 1942, par millions les travailleurs forcés, les prisonniers de guerre, les déportés. C'est par centaines de milliers encore que tant de victimes rêvaient de s'échapper ou de prévenir leur incarcération en fuyant à temps dans l'asile d'un pays neutre. Ces chiffres donnent l'échelle du problème pour un pays qui aime à se prévaloir de sa tradition d'accueil. Ces masses étaient si nombreuses que des tris paraissaient indispensables, quelque cruels qu'ils fussent.

La masse des candidats effectifs ou potentiels a entretenu la crainte de la surpopulation étrangère. Cette crainte était renforcée par celle du chômage. Personne, pendant la guerre, ne pouvait imaginer que la Suisse, durement frappée par la crise économique, manquerait bientôt de main-d'oeuvre. En outre, la forte proportion de Juifs parmi les réfugiés réveillait un antisémitisme latent. Leur accueil était souvent ressenté dans la population comme un péril pour les vertus helvétiques et l'identité nationale.

Dans ces conditions, l'accueil n'a pas été très généreux. L'administration se savait soutenue par une opinion publique qui partageait ses préventions et n'avait guère réagi en 1938 devant le tristement fameux «J» imposé dans certains passeports. Avec de notables et remarquables exceptions, l'accord régnait. Cela dit, l'hospitalité n'a quand même pas été un vain mot: de 1939 à mai 1945, ce ne sont pas moins de 295 000 civils et militaires qui ont bénéficié du droit d'asile, à des moments divers et pour des séjours plus ou moins longs. Il est certain que l'on aurait pu faire davantage sans mettre en danger le ravitaillement, l'ordre intérieur ou l'identité nationale. Chacun connaît encore le fameux mot du conseiller fédéral von Steiger – il a déjà été cité deux fois, et je me permets de le citer une troisième fois – sur la «barque pleine». Cette barque n'a jamais été pleine, mais à chaque nouvelle admission de réfugiés, on était largement persuadé qu'elle allait s'enfoncer sous le poids et que, cette fois, l'extrême limite était atteinte.

Aujourd'hui, dans notre ère de progrès, les nettoyages ethniques sont devenus trop fréquents pour qu'on les mette en doute. Il n'en allait pas de même lors de la dernière guerre: l'idée qu'une nation civilisée pût éliminer une partie de sa population pour des motifs raciaux ne fut pas admise sans peine. Il fallut de longs mois dès 1942 pour que les gens, même bien informés, même parmi les Juifs, puissent accepter l'évidence et concevoir la signification irrémédiable de la solution finale. Cela explique aussi que l'ouverture pratiquement sans restrictions aux victimes du racisme soit arrivée tardivement, trop tardivement pour beaucoup.

Le droit d'asile est exemplaire: la Suisse l'a géré en toute souveraineté. Elle n'avait pas à se préoccuper de pressions étrangères, l'Allemagne ne s'occupait pas des Juifs qui avaient quitté le pays. Parmi les exceptions à cette indépendance, on pourrait citer les criminels de guerre – qui sont aussi des candidats à l'asile – qu'en 1943, les Etats-Unis appelèrent les neutres à refouler. La Confédération écarta la demande pour d'excellents motifs juridiques, tels que, par exemple, le manque de définition du terme de «crime de guerre». Les Etats-Unis revinrent sèchement à la charge, non sans quelques menaces, et le Conseil fédéral céda.

Cet incident est aussi typique des décalages qui s'étaient accumulés durant ces années d'isolement, sans contact avec l'évolution des esprits dans le reste du monde. Attachée dignement à des notions de droit devenues désuètes, la Suisse avait tout à craindre de l'avenir que les Alliés lui prépareraient. Ce n'est pas pour rien que le retour à la paix ne fut pas accueilli sans crainte par la population: quel avenir attendait une nation qui allait devoir sortir de son Réduit national, réduit étroit sans doute, mais si rassurant?

La cause des réfugiés fut inlassablement défendue par des esprits généreux. Face à eux, l'administration n'avancait qu'une formule méprisante: «Vous suivez votre coeur, nous devons obéir à la raison.» Elle rabaisait ainsi à une sentimentalité à courte vue des concepts d'une haute tenue morale. La confrontation portait en réalité sur le rôle de la Suisse que rappelait Denis de Rougemont. Fallait-il simplement survivre ou accomplir une mission dévolue naturellement à un neutre? Fallait-il se contenter de suivre la raison d'Etat, de pratiquer l'égoïsme sacré? Ou bien fallait-il d'abord mettre en pratique la charité chrétienne ou la solidarité humaine que personne d'autre ne pouvait plus assumer? Selon la priorité choisie, on pourra évoquer cette époque avec la mauvaise conscience d'avoir trahi sa vocation. Ou nous nous rengorgerons à l'idée qu'il n'y en a point comme nous pour se tirer des mauvais pas.

A moins de renoncer tout simplement à une vision unilatérale et simpliste et de reconnaître des manquements regrettables à côtés d'actes méritoires Les drapeaux victorieux ne peuvent pas, dans un pays neutre, faire vibrer les coeurs à l'unisson ni dans leurs plis cacher les heures de doute.

La raison d'Etat avec ses exigences déplaisantes se justifie en premier lieu par le maintien de l'indépendance. A cette fin, à côté de l'atout financier déjà cité, l'autre carte majeure était la défense militaire. Elle était difficile à jouer étant donné l'impréparation de l'armée à un conflit moderne. La solution retenue en 1940 par le général Guisan a été le Réduit national. Mais, stratégiquement parlant, ce n'est qu'en été ou en automne 1941, plus d'une année après, que celui-ci a représenté un outil vraiment efficace. Jusqu'alors, un vide stratégique dangereux régnait, obligeant la Suisse à garder un profil bas. Il est certes impossible d'expliquer entièrement les motifs qui ont fait renoncer l'Allemagne à tenter une invasion, mais le coût d'une attaque a constitué un facteur important de la sauvegarde de notre territoire. Celui-ci aurait été défendu par une armée solidaire du peuple et de mieux en mieux préparée.

Sur le plan interne, le Réduit national n'a pas été compris ni admis facilement par les populations du Plateau et du Jura qui ne bénéficiaient pas de la protection assurée aux régions alpines. Ce n'est qu'en 1943 qu'elles s'y sont converties. De leur part, ce ralliement était la meilleure preuve de leur sens de la solidarité nationale puisqu'elles soutenaient une stratégie dont à court terme elles auraient été les victimes. Le Réduit national avait en fait – et c'est fort important – une valeur symbolique qui en faisait la force. Dans les moments de crise, les mythes rassemblent davantage que les arguments rationnels. Le choix stratégique de l'armée s'inscrivait dans la défense de la forteresse alpine et spirituelle tout à la fois, et renforçait une mentalité d'assiégés qui pouvait se fonder sur le message de 1938.

Ce concept de défense spirituelle et ses fondements philosophiques ou géopolitiques n'ont pas manqué aujourd'hui de soulever les sarcasmes. Facteur fondamental de cohésion nationale, il a bétonné aux heures les plus sombres l'Union sacrée, au-delà des conflits de classes, de langues, de partis, de particularismes. Dès que le danger direct s'est estompé, soit dès 1943 en gros, l'élan s'est refroidi et les tensions internes usuelles se sont réveillées, toujours plus marquées avec le rapprochement de la paix.

Cette union sacrée, elle s'est encore traduite de bien des façons. Citons pêle-mêle la «bataille des champs» qui réunit les citadins et les paysans dans la lutte pour l'autosuffisance alimentaire derrière Friedrich T. Wahlen; les femmes que les mobilisations laissaient responsables des tâches familiales et souvent économiques et qui ont eu un rôle décisif. Rappelons aussi l'officialisation des conventions collectives de travail, les caisses de compensation qui ont remplacé l'assistance publique ou privée par le droit des soldats mobilisés à obtenir des indemnités pour la perte de leur salaire civil. Sur l'expérience faite à ce moment, l'AVS se constituera enfin après la guerre, plus de 20 ans après que le peuple en eut adopté le principe dans la constitution. Les préventions contre cet acte de solidarité sociale avaient fondu au cours de la guerre et d'un changement des mentalités.

Ce renforcement des solidarités internes, qui apparaît à l'intérieur de la Suisse durant la guerre, a sans doute obscurci et affaibli le sens de la solidarité humaine.

Les efforts de cohésion nationale ont eu aussi une conséquence exactement contraire à la valeur majeure que voulait défendre le message fédéral de 1938: la création et l'extension des assurances sociales, de même que le contrôle des prix ou l'impôt de défense nationale ont réduit comme peau de chagrin la souveraineté cantonale et les structures fédéralistes. L'efficacité était sans doute à ce prix, mais on n'a probablement pas suffisamment perçu que la centralisation crée et entretient le complexe de minorité. Ce sentiment peut toucher aussi bien les petites unités économiques que linguistiques ou sociales. Il est la rançon de progrès que, par ailleurs, on se gardera de regretter.

Au moment de conclure, il faut toujours garder en mémoire une constatation parfaitement banale, mais trop souvent oubliée quand on réfléchit aujourd'hui sur notre passé: la Suisse est un petit Etat. Son sort, dépend largement de la volonté des grandes puissances, surtout durant les guerres où la force des armées détermine le droit. On était cruellement conscient de cette évidence dans les années 1939–1945. D'où le poids de la raison d'Etat et l'attachement fervent à la neutralité au milieu des tempêtes. N'oublions pas que jamais la voie solitaire ne met à l'abri des compromissions. (*Applaudissements*)

Meier Josi (C, LU): «Seit 5 Uhr 45 wird zurückgeschossen.» Die schnarrende Stimme des verrückten Ex-Gefreiten, der am 2. September 1939 den Zweiten Weltkrieg endgültig vom Zaun riss, wird meiner Lebtag lang düster in meinem Gedächtnis haften.

Sechs Jahre später sollte sich eine positivere akustische Erinnerung bleibend einprägen: der erlösende Klang der Kirchenglocken meiner Stadt, verstärkt durch das vielfältige Echo von weiteren Geläuten, die über den Landessender Beromünster aus den offenen Fenstern mitschwangen. Sie kündeten am 8. Mai 1945 auf Wunsch des Bundesrates im ganzen Land eine Viertelstunde lang das Ende des Wahnsinns an.

Es gab nicht viele laute Freudenfeste an diesem Abend. Noch tobte der Krieg im Fernen Osten weiter. Dass aber mit der bedingungslosen Kapitulation der deutschen Armee mindestens in und um Europa die Waffen schweigen und das Töten aufhören würden – erfüllte uns mit tief empfundener, unvergesslicher Dankbarkeit und einem ganz neuen hoffnungsvollen Lebensgefühl. Die Hoffnungen der Gymnasialin von damals haben sich teils wandeln müssen.

Das Gefühl der Dankesschuld ist 50 Jahre nach dem V-Day von 1945 stärker denn je. Möge es uns hier jetzt verbinden.

Wie war das damals? Da war zuerst ganz einfach die Dankbarkeit gegenüber Gott und unendlich vielen Menschen innerhalb und ausserhalb unserer Grenzen, dem Horror jener Tage unversehrt entronnen zu sein.

Historikerin bin ich nicht, aber Zeitzeugin und damit von selbst Miterlebtem oder damals Mitgefühltem sprechend. Lassen Sie mich das eine Weile tun und mich und uns dann fragen, ob es uns 50 Jahre danach noch etwas zu sagen hat und allenfalls was.

Ich will es in leisen, persönlichen Tönen tun.

Im Jahr, als Hitler an die Macht kam, 1933, war der 1. Mai mein erster Schultag. Als ich in die zweite Klasse ging, kauften wir Schweizer Schulkinder die Hohle Gasse in Küsnacht (mit einer Kartenaktion), in der dritten Klasse waren wir voller Mitgefühl für den Negus Negesti in Abessinien, den der Duce Mussolini in den Sack gesteckt hatte. Von jetzt an begegneten uns die Namen «Hitler» und «Mussolini» dauernd, und ich kannte in meiner Umgebung niemanden, der sie mochte. Vater hatte mir anhand einer Karikatur in der Zeitung einmal erklärt, dass die beiden das Tirol miteinander aufteilen wollten. Ich fürchtete, dass sie ähnliches mit der Schweiz vorhaben und sang inbrünstig: «Ich bin ein Schweizer Mä-ä-dchen und hab' die Heimat lieb.» In der Geschichte waren wir erst bei den Alemannen und rückten langsam zu Wilhelm Tell, Winkelried und den anderen Eidgenossen vor, die mit den Schlachten mehr Glück gehabt hatten als die Helvetier bei

Bibracte. Das dämpfte die Furcht. Die Söhne von Helvetia «standen ja gleich Felsen da, freudvoll im Streit».

In Spanien war seit 1936 Bürgerkrieg. Aber das war weit weg. Die «Frönteler» verachteten wir. Die Namen der Bundesräte kannten wir damals auswendig; sie blieben lange im Amt und floss uns Vertrauen ein bis im Jahr, wo sie den Franken – 1937, glaube ich – auf 70 Rappen abwerteten. Gottlob konnten wir den Sieg der eigenen Fussballmannschaft über jene von Nazideutschland etwa in der gleichen Epoche feiern. Wir waren darauf so stolz wie auf den Sieg von Sempach.

Bundesrat Etter sprach oft direkt zu den Schülern und erklärte, das Rätoromanische sei jetzt als vierte Landessprache anzuerkennen. Bundesrat Minger hatte die Sozialisten davon überzeugt, ja zur Armee zu sagen, was Vater gut fand. Bundesrat Motta war schon allein deshalb in Ordnung, weil er aus dem Tessin kam und dafür sorgte, dass Mussolini ihm versprach, uns nie zu behelligen.

Aber im Frühjahr 1938 marschierten Hitlers Truppen in Österreich ein, das von der Landkarte verschwand, obwohl Schuschnigg nach Berchtesgaden bittstellen gegangen war. Es war viel von «München» die Rede, der Schirm von Herrn Chamberlain beherrschte die Karikaturen im «Nebelspalter»; er habe den Frieden nochmals gerettet, nicht der Schirm, aber Herr Chamberlain. Bundesrat Obrecht sagte, wir würden nie zu Hitler wallfahren. Das war für uns klar, denn wir machten nur Wallfahrten zu Bruder Klaus in den Flüeli-Ranft. 1937 begann es mit der Arbeitslosigkeit zu bessern; aber an den Wohnungstüren tauchten jetzt immer mehr Handlungsreisende auf, die allerhand Waren anboten. Jüdische Flüchtlinge seien es, aus immer mehr Staaten im Osten und im Norden. Einige begannen die Nase zu rümpfen und wieder um ihre Arbeitsplätze zu bangen. In der Zeitung stand, in Deutschland seien in einer Nacht alle Synagogen verbrannt worden, die Juden müssten dort Armbinden tragen.

Hitler war jetzt nicht mehr zu halten. Er hatte kampflös noch das Sudetenland und die damalige CSR eingesteckt. Jetzt war von Danzig, Polen und vom Krieg die Rede. Aber Frankreich und England sprachen Garantien aus, da würde sich Hitler wohl hüten. Er hütete sich nicht.

So endete meine Innerschweizer Vorkriegs- und Kinderzeit im Bewusstsein, einem selbständigen, stolzen und geeinten Volk anzugehören, in dem Menschen von 22 Kantonen und von verschiedenen Sprachen und Religionen friedlich zusammenlebten und dessen Neutralität wie 1914 niemand gefährden würde. Dafür würde auch das Rote Kreuz sorgen, dessen Fahne doch die Umkehr der Schweizerfahne war und das Henri Dunant gegründet hatte.

Zwar schreibt jede Generation ihre Geschichte wieder neu. Aber meine Erinnerungen an das in der Not geeinte Volk, besonders die geeinte Jugend, werden durch die Zeugnisse und Unterlagen von Jugendlichen, die bei Kriegsbeginn schon etwas älter und reifer waren, bestätigt. In der «Tatgemeinschaft der Zürcher Jugend» etwa fanden sich demokratische Vertreter von Mitte links bis Mitte rechts, sogar die Sozialistische Studentengruppe. Am 7. Juli 1938 riefen sie die Jungen aller Richtungen im Kaufleutesaal zusammen zur gemeinsamen Kundgebung gegen Existenznot, Arbeitslosenschicksal, gegen das Verspotten und Bspitzeln der Demokratie wie auch gegen die Flut nationalsozialistischer Presseerzeugnisse und gegen all jene, die Religions- und Rassenhetze betrieben. Der Erfolg des Aufrufes war überwältigend. Die über 1000 Jugendlichen, die sich im Kaufleutesaal versammelten, erhoben sich spontan zum Schwur, für Freiheit und Unabhängigkeit zu kämpfen. Von den vielen Aktionen, die dem Aufruf folgten, will ich nur eine besonders unterstreichen, deren tief bewegende Parallele ich in Luzern erlebte: eine Sonderaufführung des Schillerschen «Wilhelm Tells» mit Heinrich Gretler in der Titelrolle für die Jugend. Die Botschaft hätte aktueller nicht sein können.

Andere Sprecher schildern heute, was die Erwachsenen an Vorbereitung der Kriegszeit im militärischen, politischen und wirtschaftlichen Gebiet leisteten. Hier nur zwei Ausnahmen, aus der Wirtschaft und der geistigen Landesverteidigung: Die Wirtschaft führte fieberhaft Vorräte aller Art (vor allem

über Genua) ein, was an Rohmaterialien erhältlich und zahlbar war; die Hausfrauen legten ebenso intensiv Lebensmittel-, Bekleidungs- und andere Vorräte an. Das Wort «hamstern» kam in unseren Wortschatz. Wir hamsterten auch Kultur, teils sehr positiv. Eine besondere Kunstgattung, das Cabaret, angefangen mit der «Pfeffermühle» von Erika Mann bis hin zum legendären «Cornichon», war beste Landesverteidigung, die da aufgebaut wurde. Zu ihr gehörte aber auch bei uns die Bewegung zur Mundart in der Deutschschweiz, welche natürlich viel stärker dem Propagandaapparat der Nazis ausgesetzt war als das Welschland. Bemerkenswert bleibt, dass im Gegensatz zum Ersten Weltkrieg Welsch- und Deutschschweiz – beide – gegen die Achsenmächte waren. Der Glücksfall des welschen Generals Guisan, der reinste Gegensatz zu den immer verhassteren Goebelstypen, kann hier gar nicht genügend gewürdigt werden.

An meinem 13. Geburtstag, ich hatte eben das Progymnasium begonnen, rückten die Schweizer Grenztruppen ein. Zwei Tage später brach der Krieg aus. Ein Jahr vor der Matura, sechs Jahre später, war Hitler so tot wie Mussolini, das «Tausendjährige Reich» am Boden und ich inzwischen 19. Die sechs Kriegsjahre in der Schweiz waren, von aussen gesehen, ein Paradies. Dass Hitler und Mussolini gebodigt wurden, war nicht unser Verdienst – es wurde schon gesagt und verdankt. Hier notiere ich nur, was mir Professor Bonjour 1988 in die Kurzfassung seines Werkes über die Neutralität schrieb: «Die Frage, warum es der Schweiz gelungen ist, sich aus dem Zweiten Weltkrieg herauszuhalten, lässt sich verstandesmässig nicht restlos beantworten. Letztlich bleibt das ein Wunder.»

Von akustischen Erinnerungen sprach ich zu Beginn. Dazu gehören zwischen den erwähnten auch das bedrohlich dumpfe Dröhnen der alliierten Bombergeschwader, die ab 1943 oft Nacht für Nacht unser Land überflogen, und die Sirenenotöne, welche Anfang und Ende von Luftalarmen signalisierten.

Ich habe nie einen Schutzraum aufgesucht, in jugendlicher Unbekümmertheit wahrscheinlich, und weil ich dachte, das Schicksal sei Schicksal.

Die Erlebnisse rund um den 10. Mai 1940 bestärkten mich darin, dass man Gefahren ohnehin nicht entfliehen könne. Hitlers Truppen überrannten damals die heutigen Benelux-Staaten, und wir befürchteten ihr Eindringen in die Schweiz. Andere flohen zu uns nach Luzern, die Luzerner flohen ins Welschland, ein unwürdiges Schauspiel, das sich in der ganzen Schweiz wiederholte.

Diese und andere – auch von den Vorrednern geschilderten – Schwächen kannten wir durchaus, aber wir verdrängten sie, wir konnten damit leben, wir wollten überleben. Hauptsache, der Bundesrat hatte mindestens dem Druck zum Schreibverbot gegen kritische Redaktoren nicht nachgegeben. Wir fühlten uns übrigens durchaus orientiert: J. R. von Salis, in der welschen Schweiz sicher René Payot und Pierre Béguin waren Informationsquellen par excellence, vor allem auch für Schwarz Hörer im Ausland. Wir erhielten über den Landessender täglich Ausschnitte von Deutschland und London – und verglichen sie und wussten!

Aber eines war für junge Menschen schlecht zu verkraften, und ich nage heute noch an meinem Teil Mitverantwortung. Das ist die hier schon mehrfach erwähnte Sache mit den Flüchtlingen, besonders mit den jüdischen. Wir schickten – ohne Not – viele zurück, in den Tod. Unsere Regierung hat letztlich die Sache mit dem «J» zu verantworten. Ich bin dankbar für das, was dazu heute von Regierungsseite gesagt wurde, aber trotz der «Gnade der späten Geburt» fühle ich mich mitverantwortlich.

Wer wissen wollte, wusste. Hatte ich nicht schon seit 1939 ein Pfadi in meinem Fähnli, dessen jüdischer Vater im KZ gewesen war? Ich erinnere mich an den Moment, als ich zum ersten Mal hörte, der jüdische Flüchtlingsstrom nehme drastisch zu – das war Mitte 1942, als die Endlösungspraxis durchsickerte. Der Bundesrat verfügte wegen des befürchteten Ansturmes einen totalen Stopp. Mitten im Wachstum und ständig hungrig (Hunger aus Verlangen, nicht aus Not) reagierte ich innerlich zuerst erbittert: Was, noch weniger zu es-

sen! Als dann, wenige Tage nachher, vermutlich gestützt auf den geharnischten Bericht Dr. Böschsteins über einen tragischen Fall, eine breite Protestwelle anrollte und die zivilen Flüchtlingswerke die Flucht in die Illegalität ankündigten, wurde mir meine kläglich egoistische Haltung bewusst. Mir war, wie wenn mich jemand vor dem Galgen gerettet hätte. Kein Zweifel, bei nachher total 40 zivilen Flüchtlingen auf 10 000 Einwohner, davon höchstens 4 jüdische, ist klar, dass das Bild vom «vollen Boot» – man muss es wiederholen – total daneben war.

18 Halbkantone und Kantone, darunter auch meiner, waren damals nicht bereit, wie andere, weitsichtiger eine Flüchtlingssteuer zu erheben oder sonst Geld für die Unterbringung von Flüchtlingen aufzubringen. Wir schickten Leute in den Tod, die wir bei weniger Kleinmut hätten retten können.

Zu den Ehrenrettern gehören grosse Namen, auch Frauen wie Frau Kurz, Frau Kägi, aber auch viele weniger bekannte und unbekannte Leute, es war von ihnen die Rede.

Es gab viel Solidarität und Freundschaft mit hier vorübergehend oder dauernd aufgenommenen Flüchtlingen, erholungsbedürftigen Kindern oder Internierten. Mein Vater brachte einfach einen Italiener aus dem Interniertenlager, das er bewachte, für einige Tage mit in den Urlaub.

Dieser Tage begegnete ich einem noch nicht gedruckten Erinnerungsbericht eines später eingebürgerten Polen, der den Umstand, dass ihm ein Studium der Nationalökonomie mit Doktoratsabschluss in St. Gallen durch Organisation eines speziellen Internierungslagers ermöglicht wurde, mit ebenso grosser Dankbarkeit schilderte wie die mit vielen Schweizern schliesslich geschlossenen Freundschaften. Sie überwiegen die Kritik an gelegentlicher Sturheit. Zitat eines seiner Schicksalsgefährten: «Jeder Schweizer in Zivil ist herzensgut. Wehe dir jedoch, wenn er dir in Uniform oder als Vertreter einer Behörde entgegentritt.»

Wir selbst sammelten als Halbwüchsige Geld und Kleider für Winterhilfe und Flüchtlingshilfe, Geld für die Schweizer-spende und Ferienkinder, für den Freiheitskampf der finnischen Lottas gegen das mächtige Sowjetreich, packten Liebesgabenpakete von Caritas. Frauen waren vor allem erfinderisch, wenn es galt, eine wunderbare Brotvermehrung aus den rationierten Waren für versteckte oder ausgehungerte Gäste zu organisieren. Frauenorganisationen gaben ihnen Hilfe aller Art mit Ratschlägen.

Frauen ist es aber auch vor allem zu verdanken, wenn bei uns während des Krieges die Familien, die Haushalte und die Wirtschaft, vor allem auch die Landwirtschaft, über die Runden kamen und nicht zusammenbrachen. Dass ihre grossartigen Leistungen nur deshalb so spärlich in unseren Schul- und Geschichtsbüchern erwähnt wurden, ist nicht nur dem Umstand zuzuschreiben, dass Geschichte bis vor kurzem fast nur aus der Sicht der Männer geschrieben wurde. Es hängt vielmehr damit zusammen, dass ihr Tun als Gehülfin des Mannes – Gattin, Tochter oder Schwester – als selbstverständlich hingenommen wurde. Dabei bahnte sich da eine nahezu revolutionäre Bewusstseinsänderung bei den Frauen selbst an, als sie sahen, was ihnen in der Not alles zugetraut worden war.

Ich denke jetzt weniger an die Frauen, die schon seit 1912 als Rotkreuzschwestern die Sanitätstruppen entlasteten und in deren Reihen ich selbst 37 Jahre lang eingeteilt war, nachdem ich mich – gemäss Tagebuch – an meinem 18. Geburtstag, im Jahre 1944, gemeldet hatte. Der erste Einrückungsbefehl in den Aktivdienst wurde dann glücklicherweise auf den kalten Krieg verschoben.

Ich denke auch nicht an die ganzen FHD, die seit dem Aktivdienst 1939–1945 in 10 Gattungen eine beachtliche Entlastung für die Armee brachten, von der Logistik über die Betreuung bis hin zu den Brieftaubendiensten.

Nein, ich denke also jetzt einmal nicht nur an die Frauen, die im Militär «ihren Mann stellten», wie die verräterische Formel heisst, sondern zuerst einmal an die Mehrheit der Hausfrauen, also an jene, die wegen der am Anfang noch ganz fehlenden und später bescheidenen Ersatzleistungen für die im Dienst befindlichen «Ernährer» mit Finanznöten zu kämpfen

hatten. Rosalia Wenger erinnert sich 1978: «Der Krieg, die Grenzbesetzung brachten nicht nur zeitweilig mir Freiheit (sie hatte einen gewalttätigen Mann), sie verursachten auf der anderen Seite härteste Einengungen, die den ärmeren Hausfrauen den fortwährenden Existenzkampf noch schwerer machten als vorher. Denn mit der Rationierung der Lebensmittel wurden diese auch teurer, das Kochen viel schwieriger, zeitaufwendiger, ärgerlicher. Wie sollte man mit einem Ei pro Person und Monat und mit so wenig Fett, Butter, Milch, Brot und Käse jeden Tag drei nahrhafte Essen auf den Tisch stellen? Und dies jahrelang, noch etwa drei Jahre nach dem Krieg Das machte mir den Krieg dreifach verhasst und das Geldsparen wieder fast unmöglich. Denn alles, was rationiert war, musste man doch kaufen, keine Marken verfallen lassen, weil man nie wusste, ob die Rationen noch kleiner werden. Selbst alle Schokoladenmarken löste ich wenn immer möglich ein, weil im Notfall wir mit Schokolade vielleicht noch überleben könnten. So ergab sich die groteske Situation, dass ich in jener Zeit in unserem noblen Büfett eine Beige Schokoladentafeln hatte wie sonst nie im Leben. Meine Kinder und ich haben also nie so viel Schokolade gesehen wie während der Rationierung. Aber ich hatte Glück: ich durfte ja mit meiner Familie immer wieder zu Mutter aufs Land gehen, wo ich meine Rationierungsmarken nicht hergeben musste; Mutter hatte immer noch genug Fett, Brot, Mehl und Milch. Von meiner jüngeren Schwester, die inzwischen einen Bauernsohn geheiratet hatte, erhielt ich sogar Lebensmittelmärklein geschenkt.» Bei mir daheim wurde keine Schokolade gekauft, und ich behauptete stur, ich möge sie nicht, nur weil wir sie uns nicht leisten konnten (und nicht so weit dachten wie Frau Wenger). Wir konnten sie aber verschenken und versuchten, sie – wie auch die Teemärkli – wenn immer möglich gegen Milchmärkli privat einzutauschen. Da kommt mir so manches wieder in den Sinn: das leidige monatliche Abholen der Rationierungskarten bei den Kriegswirtschaftsstellen, der Umtausch gegen jene Märkli, die man für das Essen, auch das kleinste, im Restaurant brauchte – oder die Wut, die ich bekam, als ich sogar an einem Ort im Landdienst alle Märkli hergeben musste. Es gab wenig Gutes ohne Märkli, bei Einladungen oder bei Pfadlagern war es wichtiger, Märkli zu haben als Geld, sonst gab es gar nichts zu essen. Wir tauschten daheim zu klein gewordene Kleider von mir gegen jene Eier, die uns der Bauer in der Heimatgemeinde meiner Mutter markenfremd oder, wenn nichts zu tauschen war, unter dem Marktpreis gab, weil er, wie die meisten Bauern in der Zentralschweiz, nicht alle Hühner den Behörden gemeldet hatte. Das war sein Freiheitsverständnis. In grossen Städten wie Zürich, wo es schon reiche Leute ohne verwandtschaftliche Beziehungen zu Bauern gab, kam offenbar auch der echte Schwarzhandel zu höheren als den Marktpreisen häufiger vor als bei uns.

Landdienst war ein Kapitel für sich. Meine Generation kam dadurch noch in den direkten Kontakt mit der Bauernsamen, denn er war für Sekundar- und Mittelschüler obligatorisch. Da trafen wir die Bauersfrauen, welche mit Kindern und uns anfänglich wenig geübten Landdienstlerinnen, mit Hilfe vielleicht noch von dienstuntauglichen, altersschwachen, mehr betreuungsbedürftigen als kompetenten Knechten oft für den dienstpflichtigen Betriebsleiter, für den Meister, für den Meisterknecht, für den Melker und den Karrer und andere Spezialisten allein den «Karren» in den grösseren Betrieben am Gehen hielten.

Ich weiss noch, wie ich Schelte erhielt, weil ich einen Milcheimer ahnungslos mit einem gewöhnlichen Abwaschlappen reinigen wollte. Das mit dem «Karren» ist übrigens in zweifacher Hinsicht buchstäblich gemeint. Damals gab es noch kaum mechanisierte und motorisierte Betriebe. Es wurde weitgehend von Hand gemäht, gereicht, geerntet, gemolken, aber auch gewaschen, vereinzelt noch mit Aschenlauge. Wenn ich nur an die von mit geleerten Betthäfen, die Seegrasmatratten, die zu kehren waren, und die 38 einmal miteinander gewaschenen Hemden denke – von den sonntäglichen, die mit Stärke steif zu glätten waren, bis hin zu denen mit Kuhdreckresten – oder an die Windeln, denn die heutigen papierenen gab es bei uns jedenfalls damals nicht Als ich kaum zehn Jahre später erste Ansprachen vor jungen Bäu-

rinnen hielt, war das meiste, was wir seinerzeit im Landdienst gebraucht hatten, im Museum gelandet.

Es fehlte auch noch das, was sonst da war. Ein Bauer hat mir kürzlich darüber geschrieben (ich lese es jetzt nicht vor). Es war eben so, dass das Pferd, der Motor, der Motormäher, der Traktor weg waren.

Es ist also kein Wunder, wenn der damalige ETH-Professor und spätere Bundesrat Wahlen der bekannteste Mann jener Zeit war. Er organisierte nicht nur die Anbauschlacht, sondern eben auch die Umstellung von der Gras- zur Ackerwirtschaft.

Wie in der Landwirtschaft war es im Gewerbe, ja selbst in der Industrie: Plötzlich mussten die Frauen alles können. Sie besorgten notgedrungen vielfach allein den Übergang von der normalen zur Kriegswirtschaft.

Es gab Branchen, die vorher mit einem hohen Ausländeranteil gearbeitet hatten. Die Ausländer hatten heimkehren müssen. Die Frauen schlossen auch alle Lücken in der Ersatzfeuerwehr, im Luft- und Werkschutz, in der Fabrik; es mangelte an allem und jedem. Die Mütter mussten in den Arbeitspausen heim zum Stillen der Kinder. Und dann die Lehrerinnen, das Büropersonal aller Art, das Pflegepersonal. Da konnte man von Glück reden, weil viele davon sogenannte weibliche Berufe hatten.

Wahrlich, sie verdienen unseren Dank. Aber er liess auf sich warten, was die Anerkennung im politischen Bereich anging, obwohl gerade die damalige Bewährung eine wichtige Grundlage der späteren Rechtsentwicklung bei den politischen und privaten Rechten war. Noch harren wir der Einlösung gewisser Versprechungen von damals; ich erwähne nur den 1944 erwähnten Familienartikel mit der Mutterschaftsversicherung.

Meiner eigenen Mutter könnte ich jetzt auch noch ein Denkmal aufrichten, aber ich tue es nicht, wegen der fortgeschrittenen Zeit. Genug des Rückblicks! Was bleibt zu behalten? «Die Früchte der Anstrengungen, Erfahrungen und Prüfungen dürfen nicht verlorengehen», sagte der General in seinem Tagesbefehl am Ende des Krieges, und: «Soldaten, übergebt der kommenden Generation Eure Tapferkeit, Treue und Euer Pflichtbewusstsein.» Der heutige Anlass möge helfen, solche Eigenschaften einer zweiten und dritten Generation, die inzwischen heranwächst, zur Weitergabe anzubieten. Denn wir brauchen heute tradierte moralische Werte ebenso sehr wie Anpassungsfähigkeit oder Mobilität, wenn unser Land für die Zukunft nicht Wesentliches verlieren will. Was bleibt zu tun? Ich habe das Bedürfnis, neben dem ausgesprochenen Dank an all jene, die uns halfen, zu überleben, durchzuhalten und neu zu beginnen, insbesondere neben dem Dank an die Schweizer Frauen der Kriegszeit, noch einen persönlichen Dank auszusprechen an jene Schweizer Juden, die wie Willy Guggenheim es mir möglich machen, mit meiner Schuld zu leben, wenn er zur Asylpolitik im Krieg sagt: «Jene Politik war kein Ruhmesblatt, sie war es an sich nicht: erst recht war sie es nicht, gemessen am Selbstbildnis der humanitären Schweiz.»

Auf dem gleichen Informationsblatt finde ich noch einen zweiten Hinweis jüdischer Mitbürger, die sagen, dass «die vor 1945 geborenen Schweizer Juden vor Auschwitz nicht bewahrt worden wären, hätte die Schweiz ihre Unabhängigkeit nicht gewahrt, auch durch die Jahre, da wir von den Achsenmächten umklammert waren». Am gleichen Ort wird noch erwähnt, was Churchill nach dem Krieg an seinen Aussenminister über die Schweiz schrieb: «Sie ist der einzige internationale Faktor, der uns und die grauenhaft entzweiten Nationen verbindet. Was bedeutet es schon, ob sie in der Lage gewesen ist, uns die gewünschten Handelsvorteile zu gewähren, oder ob sie, um sich am Leben zu erhalten, den Deutschen zu viel gewährt hat? Sie ist ein demokratischer Staat gewesen, der in seinen Bergen für seine Freiheit eingetreten ist, und trotzdem sie in ihrer Mehrheit dem deutschen und italienischen Sprachraum zugehört, hat sie gesinnungsmässig grösstenteils unsere Partei ergriffen.»

Diese Aussagen ersetzen nicht, was ich und andere in der Vergangenheit verpassten. Es ginge auch nicht an, Churchill nur dort zum Zeugen zu nehmen, wo er uns ins Bild passt.

Der gleiche Mann sprach 1946 in Zürich und Hertenstein zu seinem Bild von einem geeinten Europa und fordert uns damit heute erneut heraus, Solidarität nicht nur dann grenzüberschreitend zu zeigen, wenn wegen Kriegswirren die Menschenrechte ohnehin aufs schwerste bedroht sind, sondern auch im normalen täglichen Zusammenleben der Völker.

Diese Zeugnisse des Verzeihens und Verstehens machen es mir zwar möglich, mit dem zu leben, was ich mit zu verantworten habe. Ich darf sie aber nur zitieren, wenn ich, wenn wir auch bereit sind, Konsequenzen aus dem Verstehen und Verzeihen der anderen zu ziehen. Wenn wir uns dieser Grosszügigkeit würdig zeigen wollen, dann bedeutet das, dass wir alle Kräfte darauf richten müssen, zumindest zukünftig dem Selbstbildnis der solidarischen und humanitären Schweiz zu entsprechen, insbesondere in der Asylpolitik.

Eine Schweiz, die das nicht mehr wäre, von der müsste man dann unzweideutig sagen: «Suiza no existe mas.» Dass das nie so sei, liegt bei jedem von uns persönlich. (*Beifall*)

Küchler Niklaus, Präsident des Ständerates: Als Präsident des Ständerates ist es mir vergönnt, diese heutige Feier meinerseits mit einigen Gedanken abzuschliessen. Mit uns erinnern sich in diesen Tagen Tausende von Frauen und Männern aller Landessprachen, aller politischen und kulturellen Gruppierungen unseres Landes, welche den Krieg und seine Auswirkungen direkt miterlebt haben, an das Ende einer schrecklichen Zeit.

Nur wenige von uns aktiven Parlamentarierinnen und Parlamentariern haben den Zweiten Weltkrieg als Erwachsene miterlebt. Wir gehören der Nachkriegsgeneration an. Nicht mehr lange bietet sich uns die Gelegenheit, mit unseren Eltern und ihrer Generation über ihre damaligen Erfahrungen sprechen zu können. Nutzen wir also diese Chance! Wir sind es den Kindern und Jugendlichen unseres Landes schuldig, die Erinnerung an den Krieg, an Versäumnisse und auch an Schuld, wie das heute bereits gesagt wurde, wachzuhalten. Ebensovichtig ist es aber, die Erinnerung wachzuhalten an Widerstand gegen Barbarei, an Zivilcourage und an selbstverständliche, stille Pflichterfüllung. Dies alles, damit sich die schrecklichen Greuel nicht wiederholen mögen.

Die Jahre des Zweiten Weltkrieges waren eine schwierige Zeit. Unsere Väter waren im Aktivdienst, unsere Mütter hatten nicht nur die ganze Verantwortung für die Familie, sondern vielfach auch für die Aufrechterhaltung der Betriebe. Es war eine Zeit der Lebensmittelrationierung, oft auch der wirtschaftlichen Not, eine Zeit der Sirenen und der Verdunkelung, kurzum: eine Zeit der Angst, wie dies meine Vorrednerin drastisch und plastisch geschildert hat.

Ich schliesse mich dem Dank meiner Vorrednerin und meiner Vorredner an all jene Frauen und Männer an, die sich in zivilen und militärischen Funktionen oft unter schwersten Bedingungen für unser Land eingesetzt haben. Ihrem Einsatz ist es in der Tat zu verdanken, dass die Schweiz den Weltkrieg ohne grössere Not überstanden hat.

Nicht nur die Zivilbevölkerung war in diesen schweren Zeiten gefordert, sondern auch unsere Armee und unsere Behörden. Dass in Abwägung der zu berücksichtigenden Interessen und Rechtsgüter auch Fehler gemacht wurden und sich da und dort Schwächen gezeigt haben, wurde ebenfalls bereits von meinen Vorrednern zu Recht erwähnt – ich denke vor allem an die vorerwähnte Flüchtlingspolitik. Wir haben in der Tat überhaupt nichts zu beschönigen: Wir sind mitverantwortlich für Schrecken und Tod vieler an unseren Grenzen abgewiesener Juden und anderer Verfolgter geworden.

Trotzdem glaube ich aber, dass wir heute – 50 Jahre später – aus der sicheren Warte der Geschichte jene nicht verurteilen sollten, die den Mut nicht hatten und deren Überlebensangst stärker war als ihre Mitmenschlichkeit. Denn, frage ich Sie, wer von uns ist so sicher, dass er unter gleichen Umständen offenerherziger, grosszügiger, mutiger gehandelt hätte oder handeln würde?

Um so mehr anerkennen wir heute dankbar die Verdienste jener, die im Namen der Menschlichkeit Risiken eingegangen sind und vielen unschuldigen Opfern des Krieges geholfen haben. Paul Grüninger, Carl Lutz und andere sind er-

wähnt worden. Auch zahlreiche andere Personen haben im Kleinen oder im Grossen Leben gerettet und Not gelindert. Ihnen allen sei für ihren Mut und ihre Mitmenschlichkeit nochmals aufrichtig gedankt. Lassen wir uns von ihrer beeindruckenden und ausserordentlichen Zivilcourage leiten. An Gelegenheit dazu fehlt es heute beileibe nicht. Dabei müssen wir nicht nur über unsere Grenzen hinweg, z. B. nach Ex-Jugoslawien, blicken, wo gegenwärtig ein durch extremen Nationalismus genährter Krieg stattfindet.

Auch bei uns in der Schweiz – ob wir dies wahrhaben wollen oder nicht – sind wir vor Extremismus und Rassismus nicht gefeit, und auch bei uns werden immer wieder Personen und Personengruppen ausgegrenzt.

Wir sind also aufgerufen, uns hier und heute zu bewähren. Als Mitglieder der politischen Behörden können und müssen wir uns gegen Rassismus und für Menschlichkeit einsetzen; und ich bitte Sie alle darum. Persönlich bin ich froh, dass die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger letztes Jahr das Antirassismogesetz angenommen haben. Das erachte ich als einen wichtigen Schritt hin zu einer friedlichen Gesellschaft! Ich begrüsse die Kampagne des Europarates gegen Rassismus, die auch in unserem Land vor allem die Jugendlichen ansprechen will.

Wir müssen uns nicht nur in konkreten Situationen, im Alltag oder am Wirtshautisch, gegen die Ausgrenzung von Minderheiten oder von Benachteiligten wehren. Wir müssen vor allem auch aktiv die Ursachen bekämpfen, die zur Fremdenfeindlichkeit und zur Ausgrenzung führen. Das erreichen wir am besten beispielsweise mit unserem Einsatz für soziale Gerechtigkeit, für ein gesichertes Alter, für den Schutz der Familien und der Jugendlichen.

Gli anni della Seconda Guerra mondiale furono pure tempi di solidarietà e di collaborazione tra le diverse regioni della Svizzera.

Ricordiamoci del «Piano Wahlen», che condusse alla cosiddetta «battaglia dei campi», attuata in tutte le regioni, dalle pendici della Leventina al prato del Sechseläuten a Zurigo. La popolazione cittadina fu ingaggiata nel lavoro agricolo e la comprensione reciproca fra città e campagna ne uscì rafforzata.

Quando il generale Guisan decise di concentrare il piano di difesa nell'arco alpino, il «ridotto nazionale» si estese a tutte le regioni linguistiche.

La collaborazione dei cantoni e delle regioni fu un elemento essenziale dell'identità elvetica. La minaccia esterna ci ha uniti ancora più saldamente. Mi auguro che il valore unificante costituito dalla molteplicità regionale, culturale e linguistica sia sempre presente nelle nostre coscienze, anche se il nostro Paese non è più minacciato dall'esterno.

Sono convinto che la nostra molteplicità è fonte di una sana coscienza di noi stessi. Questa coscienza di noi stessi, priva di arroganza, è il presupposto per l'apertura sia all'interno del Paese che verso l'esterno.

Die Schweiz – wir sind uns dessen bewusst – ist ein kleines Land inmitten von Europa. Aber wir pflegen einen intensiven wirtschaftlichen und kulturellen Austausch mit vielen Staaten. Wir unterhalten ganz bewusst politische und freundschaftliche Beziehungen zu zahlreichen Ländern auf allen Kontinenten. Wir sind in hohem Mass auf Frieden in der Welt einerseits und auf Stabilität in Europa andererseits angewiesen. Zu dieser Stabilität müssen auch wir unseren Beitrag leisten. In diesem Sinne hat sich das Parlament hinter das sicherheitspolitische Konzept des Bundesrates mitsamt dem darin enthaltenen vielfältigen Instrumentarium gestellt. Die Lehren aus dem Zweiten Weltkrieg, aber auch die offenen und latenten Konflikte in zahlreichen Ländern der Welt zeigen uns deutlich, ja überdeutlich, dass wir heute nach wie vor auf eine funktionsfähige Armee – nicht nur zur Friedensförderung, nein auch zur Kriegsverhinderung – angewiesen sind.

Unsere Nachbarstaaten, Frankreich und Deutschland, Italien und Österreich, aber auch weitere europäische und aussereuropäische Staaten haben nach den schrecklichen Erfahrungen des Zweiten Weltkrieges den Weg der Versöhnung eingeschlagen. Weitsichtige Politikerinnen und Poli-

ker haben ihn gefördert. Wir sind ihnen zu Dank verpflichtet. Auch die Schweiz kann und muss, ja sie will zur internationalen Zusammenarbeit beitragen. Im heutigen Kontext stehen vor allem der Europarat, die OSZE und die Spezialorganisationen der Uno im Vordergrund. In diesen Organisationen arbeiten wir anerkanntermassen tatkräftig und erfolgreich mit. Ich bin überzeugt, dass es in unserem ureigensten Interesse liegt, in der internationalen Gemeinschaft mitzuwirken. Denn auch heute stehen wir vor globalen Herausforderungen, die wir nur gemeinsam mit den anderen zusammen meistern können. Eine solche internationale Zusammenarbeit gibt uns gerade aber die Gelegenheit, unsere Identität immer wieder neu zu definieren und mithin zu bewahren, und stellt gleichzeitig einen Akt der Solidarität gegenüber Europa und der übrigen Welt dar.

Leisten wir alle, jede und jeder von uns, unseren Beitrag zu mehr Frieden, zu mehr Gerechtigkeit und zu mehr Menschlichkeit! Lassen wir den heutigen Worten die entsprechenden Taten folgen! (*Beifall*)

Le président: Je ne voudrais pas que se termine cette cérémonie sans que soient chaleureusement remerciés les membres de l'orchestre symphonique de Berne avec, à leur tête, M. Jörg Ewald Dähler, qui était également au clavecin. (*Applaudissements*)

Je vous invite maintenant à vous rendre à la collégiale de Berne pour la célébration oecuménique. C'est dans ces sentiments et en vous remerciant de votre présence que je déclare levée la séance extraordinaire de l'Assemblée fédérale.

*Schluss der Sitzung um 18.10 Uhr
La séance est levée à 18 h 10*

Ausserordentliche Sitzung zum Gedenken an den 50. Jahrestag des Endes des Zweiten Weltkrieges

Séance extraordinaire destinée à commémorer le cinquantenaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1995
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Vereinigte Bundesversammlung
Conseil	Assemblée fédérale
Consiglio	Assemblea federale
Sitzung	Annex
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	---
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	07.05.1995 - 16:00
Date	
Data	
Seite	1719-1729
Page	
Pagina	
Ref. No	20 026 031

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.